



Courrier de Tourcoing

JOURNAL RÉPUBLICAIN HEBDOMADAIRE

ABONNEMENTS

6 mois fr. 2.50
un an fr. 5.00
Départements et Etranger : le port en sus

Rédaction & Administration
52, Rue du Château, TOURCOING

INSERTIONS

Annonces . . . la ligne, 15 cent.
Réclames . . . id. 40 cent.
Demandes d'emploi: id. 10 cent.

SCRUTIN DE BALLOTAGE

du Dimanche 28 Juillet 1901

Le premier droit des Citoyens Français est le droit de vote.

S'abstenir, c'est manquer à son devoir.

ÉLECTEURS, nous comptons sur vous!

Tous aux Urnes! Pas d'Abstentions!

Conseil Général

CANTON NORD-EST

LÉON MONNIER

INDUSTRIEL

Candidat Républicain

Conseil d'Arrondissement

CANTON SUD

Cyrille DESURMONT

Employé de Commerce

Candidat Républicain

Scrutin de Ballottage

Jamais la pression administrative n'avait été aussi forte qu'elle l'a été pour ces dernières élections départementales.

Les agents du ministère, les maires, les conseillers, les sénateurs et les députés de la bande dreyfusarde, se sont multipliés: ils ont promis des places, des décorations et par tous les moyens en leurs pouvoirs, ils ont poussé les électeurs aux urnes. Ils ont fait de l'élection de leurs candidats une question de vie ou de mort pour la République.

Ils en ont menti! La République n'est pas en cause, nous ne faisons la guerre qu'aux abus et aux excès de pouvoir de ceux qui ne savent défendre que leurs sinécures.

Mentir, corrompre, tromper, calomnier, intimider les électeurs; obliger les employés à voter pour les candidats officiels, voilà à quoi se sont employés les ministériels, au cours de la période électorale qui prendra fin, dimanche, par le scrutin de ballottage.

Dans notre article de locale, nous expliquons le cas du procureur Dron, en faisant quelques commentaires sur l'appel qu'il a adressé aux électeurs.

Cet appel tel qu'il a été imprimé est une preuve de manque absolu de convenances, de la part du maire, conseiller et député.

Nous sommes partisans de toutes les libertés, mais nous exigeons que ceux qui se permettent de parler ou d'écrire en qualité d'élus du peuple, sachent se tenir avec la dignité que comportent les mandats qu'ils ont accumulés.

Lorsque, dans nos journaux, nous simplifions, nous nous laissons entraîner au courant de la pensée, sans avoir le temps de chasser notre style ou de modérer notre ardeur batailleuse, nous sommes blâmés et trop souvent poursuivis devant les tribunaux, par des gens qui ne veulent pas la liberté de la presse pour leurs adversaires, mais qui se permettent toutes les licences, tous les abus, tous les excès, parce qu'ils ont le pouvoir.

Voilà la situation qui est faite aux citoyens partisans de la République honnête, sincère et loyale, par les faux républicains de l'assistance sociale.

Les radicaux, qui se disent anti-cléricaux, se sont démenés comme des diables dans des bûchers; malgré leurs manœuvres et leurs urnes à coulisses, ils ont été battus.

Le sénateur Delpech, grand chef de la franc-maçonnerie et de la bande à Dreyfus, et les principaux cléricaux de cet ordre et de cette bande, ont reçu, comme l'avaient déjà reçu à Paris, lors des élections municipales, les Lucipia et autres grands maîtres, le coup de balai des électeurs intelligents, honnêtes et indépendants.

Pour une raclée, on peut dire que c'est une bonne raclée que vient de recevoir Messieurs les Dreyfusards autoritaires, cassants et insolents. Du coup, le ministère en a les côtes enfoncées; il ne travaillera pas longtemps.

Mais, nous avons le devoir de reconnaître, que le ministère ayant soulevé contre lui un formidable courant d'indignation publique; reçoit le choc de ce courant, sans que les électeurs aient rien complété, rien organisé.

L'opposition n'a pas fait ce qu'elle devait faire, pour lutter contre la pression administrative. Parmi nous, il y a eu des peureux, des indifférents, en trop grand nombre. Malgré cela, nous avons porté haut et ferme le Drapeau National et les revendications des opprimés. Nous arrivons bons premiers.

Electeurs, Vous avez encore un petit effort à faire, pour affirmer votre victoire de dimanche dernier; vous avez le devoir de voter pour nos candidats en ballottage; en assurant leur élection, vous planterez un nouveau jalon, pour marquer votre marche en avant vers le Progrès, vers la Justice, vers notre Libération.

Nous avons besoin de nous débarrasser des faux bonshommes, des faux républicains démocrates, qui se sont emparés du gouvernement de la République pour l'exploiter au profit de leurs intérêts.

Nous avons à nous libérer de nos tyrans. Comment, ils osent se dire républicains-démocrates, ces assoiffés de fonctions lucratives et de hochets de vanité! Ils osent nous traiter de réactionnaires et de cléricaux, ces valets affrontés qui, parce qu'ils se croient les maîtres; veulent nous écraser du poids de leur tyrannie et de leur insolence!

Ceux qui se compromettent au pouvoir en employant la calomnie, la fraude, la terreur, l'emprisonnement et la proscription, osent dire qu'ils défendent la République.

Tant d'effronterie et tant d'iniquités ont soulevé la colère du peuple, et le peuple a protesté avec ses bulletins de vote.

Le peuple est resté calme et digne; mais il a montré sa force et, dimanche prochain, il saura affirmer sa puissance.

Notre excellent ami, le brave patriote Cyrille Desurmont, sera vengé par plus de 4.000 électeurs des blagues qui lui ont été faites par le carabin Dron.

L'honorable Léon Monnier, que nous connaissons comme un bon patriote et un bon républicain sera vengé par plus de 3.000 électeurs des calomnies du maire de Tourcoing.

Electeurs, pas d'abstentions, pas de défaillances, ne vous laissez pas intimider. Je salue au Drapeau, filles votre devoir!

Charles MEISS.

INFORMATIONS POLITIQUES

M. Waldeck-Rousseau et les Congrégations

Que se passe-t-il à Paris? Si nous en jugeons par divers incidents qui viennent de se produire, le ministère serait en train d'exercer une sorte de chantage sur les Congrégations.

Comme il arrive généralement dans les affaires politiques, M. Waldeck-Rousseau n'opérerait pas lui-même; mais, inquiet de voir que les religieux de tous ordres ne s'empressent point de demander l'autorisation, il les aurait fait instrumenter par des tiers, spécialement par une dame de ses amies, M^{me} Dreyfus-Gonzalez.

Cette dame aurait eu une entrevue avec plusieurs supérieurs de communautés et leur aurait, de la part de M. Waldeck-Rousseau, mis le marché en main.

— Si vous consentez, leur aurait-elle dit en substance, à reconnaître Dreyfus comme innocent, vous obtiendrez l'autorisation; si non, le loi vous sera appliquée rigoureusement.

D'après les dires de certains journaux, les supérieurs de communautés auraient repoussé avec indignation ces propositions.

Quoiqu'il en soit, voici, d'après l'Éclair, quelques indications qui prouvent qu'il n'y a pas de feu sans fumée.

Malgré les affirmations intéressées des journaux officiels, malgré les démentis plusieurs fois renouvelés de M^{me} Dreyfus-Gonzalez, cette amie zélée de M. le Président du Conseil qui mande dans sa maison, les uns après les autres, les supérieurs des congrégations pour les engager à se soumettre, pas une congrégation d'hommes n'a encore demandé l'autorisation.

Et le prélat, interrogé par notre confrère parisien, laisse entendre que les congrégations ne demanderont l'autorisation que sur les instances de leurs évêques, qui n'ont d'ailleurs aucun droit. Les manœuvres de Waldeck-Rousseau ayant été démasquées et les congrégations ne voulant pas faire le jeu des persécuteurs, la résistance prévaudra, et le gouvernement en sera réduit à la persécution violente quelque temps avant les élections.

Les congrégations hésitantes pourraient-elles trouver dans la instructions pontificales un encouragement à la soumission?

Voici ce qu'a dit à ce sujet le *Vérité française* « un éminent religieux » :

On a dit, paraît-il, que M. Waldeck-Rousseau avait assumé la tâche de faire payer par la dissolution des Jésuites et des Assomptionnistes le condamnement et la détention de Dreyfus: l'hécatombe, si elle a lieu, devra être plus complète.

A moins que le Pape ne décide le contraire, il nous paraît probable que les congrégations s'abstiendront en masse de demander l'autorisation; cette autorisation n'est qu'un piège non déguisé. Mais le Pape demandera-t-il qu'on se soumette?

Certains feignent d'en être persuadés. Ils ont sans doute leurs raisons pour cela? Nous qui ne les connaissons pas, nous demeurons frappés de ces paroles de la dernière lettre pontificale, lettre si modérée que plusieurs l'ont jugée trop indigne: « Nous réprouvons hautement ces lois contraires au droit naturel et évangélique... »

Et personne n'est autorisé à le croire. A propos des négociations poursuivies par M^{me} Dreyfus-Gonzalez, la *Croix* fournit ce curieux détail:

Nous pouvons ajouter que tous les supérieurs des congrégations n'ont pas été convoqués chez M^{me} Dreyfus-Gonzalez, et que les éliminations marquent les condamnations déjà prononcées, comme les croix rouges sur les portes désignées, aux jours de révolutions sanglantes, les « bons pour la guillotine ou le massacre ».

Les congrégations qui demanderaient l'autorisation se précipiteraient donc, involontairement, à ce jeu de messager; elles voueraient à l'hécatombe les ordres qui sont honorés de la haine de Waldeck et ses complices.

Les grèves en France et l'Étranger

Nous avons raconté, dans notre numéro exceptionnel de jeudi, le scandale qui vient de se produire à Marseille, où le président, le trésorier et le secrétaire de la dernière grève ont puisé à pleines mains dans le caissier.

On se demandait d'où venait l'argent qui a permis aux grévistes de suspendre le travail pendant près de deux mois dans notre port principal de la Méditerranée.

Il résulte des renseignements publiés par divers journaux que cet argent provenait tout simplement de l'étranger.

Dans une grande et sensationnelle séance de la Chambre, le 8 mars dernier, au sujet de l'interpellation sur la grève de Marseille qui était dans sa période la plus aigüe, M^ll. Millierand prononça ces terribles paroles, insérées à l'Officiel du 9 mars.

Et d'abord, je demande la permission de donner lecture à la chambre d'un renseignement que le préfet nous a transmis ce matin. (Interruptions à droite). On ne pouvait nous le transmettre plutôt, puisque le fait s'est produit aujourd'hui. Ce renseignement sera accueilli avec satisfaction par toute la chambre, et en particulier, par l'honorable M. Thierry.

La commission de la grève ayant reçu des *Trade Unions* l'envoi d'une souscription de 1.000 livres, a répondu par le télégramme suivant, dont M. le Préfet des Bouches-du-Rhône nous donna communication:

« Nous vous remercions de l'appui moral que vous nous offrez, nous en sommes profondément touchés; mais, en raison des conditions particulières de notre grève, il ne nous est pas possible d'accepter d'éproui financier. (Applaudissements à gauche et à l'extrême-gauche). »

Millierand mentait. Son préfet ne lui avait rien envoyé du tout. La commission de la grève n'avait adressé aucun télégramme de refus aux *Trade Unions* anglais. Le ministère savait, au contraire, par les renseignements du parquet de Marseille fournis au garde des sceaux, que des subventions étrangères affluèrent au comité de la grève.

Aujourd'hui, les renseignements se complètent et se compliquent; des détournements commis par certains meneurs de la commission internationale ont obligé la justice à s'occuper de la question. On a fait des perquisitions chez tous les membres qui avaient pris une part quelconque à la comptabilité de la grève et l'enquête vient d'établir, quoi?... « Que des sollicitations pressantes furent adressées aux syndicats anglais par la commission. »

Que signifie alors cette attitude de Millierand à la tribune? Pourquoi cette comédie de venir lire un télégramme de refus, tandis qu'il avait peut être dans sa poche la copie des lettres de sollicitation?

Ce sont ses plus proches amis, Flaissières en tête, qui dirigent cette grève. Inutilement ou officiellement, il savait tout ce qu'on y faisait et ce qu'on y tramait.

L'acte qu'il e commisa sciemment, en lisant à la tribune une dépêche fabriquée, exprimant le contraire absolu de la vérité, est un acte de feusaire. Se majorité de socialistes et de radicaux l'a applaudi, comme elle l'applaudirait demain, malgré sa fourberie.

Nous avons toujours pensé que la grève de Marseille a été un produit, non pas international, mais international que des Italiens ont commencée et pour laquelle fut sollicité, reçu et finalement l'argent des Anglais dans le but de décapiter Marseille au profit de Gènes.

Aujourd'hui, le pot aux roses est découvert, grâce à la coquinerie des meneurs de la grève, qui ont voulu d'abord se servir, avant de distribuer l'argent de l'étranger aux malheureux ouvriers qui n'y voyaient pas plus loin que leur nez.

Nos soldats en Chine

Les journaux ministériels ne se sont pas fait faute de mener une abominable campagne contre les soi-disant atrocités commises par nos petits soldats en Chine.

Tandis, d'ailleurs, que ces feuilles cosmopolites écourent nos troupes de pillage et d'assessings imaginaires, les journaux étrangers, par contre, se font un devoir de rendre un hommage mérité à la valeur et à la parfaite discipline du corps expéditionnaire français.

Les Chinois eux-mêmes viennent de reconnaître l'attitude correcte de nos troupes par une image aussi touchante que naïve.

L'amiral Bionnain, chef d'Etat-major général de la marine, a, en effet, reçu de l'amiral Potier, commandant de notre escadre dans les mers de Chine, deux petites statuettes de fabrication grossière, œuvre de pauvres artisans du Ceste-Empire.

